



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21607
23 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**NOTE VERBALE DATEE DU 22 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA POLOGNE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES**

Le Représentant permanent de la République de Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à la note No SCPC/7/90(1) de ce dernier, en date du 8 août 1990, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le texte du règlement adopté par le Conseil des ministres de la République de Pologne en ce qui concerne l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la République de Pologne demande que le texte de la présente lettre et de son annexe soit distribué comme document du Conseil de sécurité et porté à l'attention du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

ANNEXE

Règlement adopté le 13 août 1990 par le Conseil des ministres,
concernant l'interdiction temporaire des échanges commerciaux
avec l'Iraq et le Koweït

En application du paragraphe 1 de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et de l'article 9 de la loi douanière du 20 décembre 1989 (Journal officiel No 75-445), il est décrété ce qui suit :

1. Il est interdit :

- a) D'introduire en République de Pologne tous produits de base ou marchandises ayant pour origine l'Iraq ou le Koweït ou en provenance de ces pays;
- b) D'exporter de la République de Pologne vers lesdits pays tous produits de base ou marchandises ayant pour origine la Pologne ou en provenance de ce pays.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas :

- a) Aux produits de base et marchandises destinés exclusivement à des fins médicales ni aux produits alimentaires fournis pour des raisons humanitaires;
- b) Aux produits de base ou marchandises ayant pour origine l'Iraq ou le Koweït ou en provenance de ces pays qui ont été exportés avant le 7 août 1990.

3. A l'annexe 5 du règlement du Conseil des ministres du 30 décembre 1989 relatif aux droits de douane frappant les produits de base importés de l'étranger (Journal officiel No 75-448), les positions 30 et 44 sont supprimées.

4. Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication (le 14 août) avec effet le 7 août 1990.

Le Conseil des ministres a aussi adopté un règlement en vertu duquel les ministres, les chefs des services de l'administration centrale (autres que les ministères) ainsi que les organes des administrations territoriales sont tenus de prendre, dans leurs domaines de compétence, toutes les mesures possibles pour assurer l'application de la résolution du Conseil de sécurité relative à la question iraquienne.

Le Conseil des ministres a adopté aussi un troisième instrument, de caractère plus général, requérant le Ministre des relations économiques extérieures et le Ministre des affaires étrangères de présenter dès que possible au Conseil des ministres un projet de loi autorisant les organes de l'Etat à interdire aux personnes physiques ou morales de se livrer à l'étranger à un acte économique avec des Etats contre lesquels des sanctions internationales sont appliquées.

Le Conseil des ministres a aussi examiné avec préoccupation les graves conséquences économiques et sociales de la participation de la Pologne à la mise en oeuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité qui lient tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.
